



# La protection de la vie privée dans le Code civil, le code pénal et la CEDH

Actualité législative publié le **03/08/2021**, vu **4584 fois**, Auteur : [Jérôme CHAMBRON, BAC+4 en Droit acquis en 2000 à l'Université Grenoble Alpes ou UGA](#)

**La protection de la vie privée dans le Code civil, le code pénal et la CEDH**

**Code civil, dila, légifrance :**

## Article 9

**Version en vigueur depuis le 30 juillet 1994**

Modifié par Loi n°94-653 du 29 juillet 1994 - art. 1 () JORF 30 juillet 1994  
Modifié par Loi n°70-643 du 17 juillet 1970 - art. 22 () JORF 19 juillet 1970  
Création Loi 1803-03-08 promulguée le 18 mars 1803  
Modifié par Loi 1927-08-10 art. 13

**Chacun a droit au respect de sa vie privée.**

Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé.

**Source à jour :**

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000006419288](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006419288)

**CESDHLF ou Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales :**

**Article 8 – Droit au respect de la vie privée et familiale**

1 Toute personne a droit au respect de sa **vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.**

2 Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que

pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Source :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Article\\_8\\_de\\_la\\_Convention\\_europ%C3%A9enne\\_des\\_droits\\_de\\_l%27homme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Article_8_de_la_Convention_europ%C3%A9enne_des_droits_de_l%27homme)

**Code pénal, dila, légifrance :**

## Article 226-1

Version en vigueur depuis le 23 mars 2024

Modifié par LOI n°2024-247 du 21 mars 2024 - art. 4

**Est puni** d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende **le fait**, au moyen d'un procédé quelconque, **volontairement de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui :**

- 1° En captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de leur auteur, **des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel ;**
- 2° En fixant, enregistrant ou transmettant, **sans le consentement de celle-ci, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé.**
- 3° En captant, enregistrant ou transmettant, par quelque moyen que ce soit, **la localisation en temps réel ou en différé d'une personne sans le consentement de celle-ci.**

Lorsque les actes mentionnés aux 1° et 2° du présent article ont été accomplis au vu et au su des intéressés sans qu'ils s'y soient opposés, alors qu'ils étaient en mesure de le faire, le consentement de ceux-ci est présumé.

Lorsque les actes mentionnés au présent article ont été accomplis sur la personne d'un mineur, le consentement doit émaner des titulaires de l'autorité parentale, dans le respect de [l'article 372-1 du code civil](#).

Lorsque les faits sont **commis par le conjoint ou le concubin de la victime ou le partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité**, les peines sont portées à deux ans d'emprisonnement et à 60 000 euros d'amende.

Lorsque les faits sont commis au préjudice d'une **personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public, titulaire d'un mandat électif public ou candidate à un tel mandat ou d'un membre de sa famille**, les peines sont également portées à deux ans d'emprisonnement et à 60 000 euros d'amende.

**Source à jour :**

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000042193566/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042193566/)

## Article 226-8

**Version en vigueur depuis le 01 janvier 2002**

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait de publier, par quelque voie que ce soit, le **montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement**, s'il n'apparaît pas à l'évidence qu'il s'agit d'un montage ou s'il n'en est pas expressément fait mention.

Lorsque le délit prévu par l'alinéa précédent est commis par la voie de la presse écrite ou audiovisuelle, les dispositions particulières des lois qui régissent ces matières sont applicables en ce qui concerne la détermination des personnes responsables.

**Source à jour :**

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000006417938](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006417938)

**FORUM :**

[https://www.legavox.fr/forum/civil-familial/vie-privée/droit-image/photo-insu-lors-formation\\_152758\\_1.htm](https://www.legavox.fr/forum/civil-familial/vie-privée/droit-image/photo-insu-lors-formation_152758_1.htm)

**DE PLUS :**

<https://www.legavox.fr/blog/maitre-anthony-bem/droit-respect-privée-definition-conditions-16644.htm>

<https://www.legavox.fr/blog/maitre-anthony-bem/atteintes-intimité-privée-sanctionnées-code-9567.htm>

<https://www.village-justice.com/articles/Facebook-forums-blogs-reseaux,8659.html>